

Qui veut débrancher la Russie de l'Internet mondial ?

Après le déclenchement de l'offensive militaire russe contre l'Ukraine, il est à nouveau question de la relation entre la Russie et l'Internet mondial.

Qui veut vraiment briser le lien ?

Le média biélorusse Nexta [a signalé](#) que des consignes auraient été données pour que « tous les serveurs et domaines soient transférés vers la zone russe, au plus tard le 11 mars ». L'ambition de débrancher la Russie de l'Internet mondial qui est prêtée aux [autorités russes](#) n'a toutefois pas été confirmée.

Quant à la demande récemment formulée par le ministre ukrainien de la transition numérique Mykhailo Fedorov pour [révoquer les domaines](#) de premier niveau russes et les serveurs racines associés, elle a été clairement [rejetée](#) par l'ICANN, gestionnaire des noms de domaine et de l'adressage IP, et le registre Internet régional RIPE NCC.

En revanche, un groupe de chercheurs en sécurité, des spécialistes des réseaux et des députés européens estiment que des mesures ciblées sont envisageables dans ce domaine.

Ils demandent aux instances internationales en charge de la gouvernance d'Internet de réfléchir et mettre en oeuvre des sanctions contre les autorités et l'armée russes, dans une ébauche de lettre ouverte, dont [The Register](#) a obtenu copie.

Proportionnalité, efficacité, réversibilité ?

« Les sanctions spécifiques suggérées par le ministère ukrainien de la transition numérique sont trop larges et nuiraient aux civils. Toutefois, il existe des mécanismes bien établis par lesquels les formes existantes d'abus sur Internet – spams, logiciels malveillants, phishing, cyberattaques... – sont contrôlées. Ces mécanismes matures peuvent facilement être étendus pour communiquer des adresses IP spécifiques et des noms de domaine d'entités sanctionnées », indique la [lettre](#).

« Dans le cas de l'attaque russe contre l'Ukraine, l'armée russe, ses organes de propagande et toutes les entités à double usage devraient être visés, tandis que la population civile devrait être hors d'atteinte. Les sanctions devraient satisfaire aux critères de proportionnalité, d'efficacité, de mise en oeuvre et de réversibilité. »

Les signataires* appellent donc leurs collègues à participer à une délibération sur le sujet. « Nous appelons nos collègues à participer à une délibération multipartite en utilisant le mécanisme décrit ci-dessus, et à décider si les adresses IP et les noms de domaine de l'armée russe et de ses organes de propagande doivent être sanctionnés, et à jeter les bases de décisions opportunes pour toute urgence similaire à l'avenir. »

* Parmi lesquels : Mike Roberts (ancien-président de l'ICANN), Jeff Moss (fondateur des conférences de cybersécurité DEF CON et Black Hat), Runa Sandvik (chercheuse en sécurité),

Bill Woodcock (directeur exécutif Packet Clearing House), Kurt Opsahl (directeur exécutif adjoint et avocat général de l'Electronic Frontier Foundation ou EFF), Bart Groothuis (eurodéputé néerlandais, Renew Europe), Ihab Osman (directeur non exécutif de l'ICANN), Felix Reda (membre du parlement européen de 2014 à 2019).

(crédit photo © Shutterstock)